

Comment combattre le capitalisme ?

Poussé par la mondialisation néolibérale, le capitalisme s'est répandu sur toute la planète malgré les nombreuses crises qu'il a lui-même provoquées. Devant les dégâts sociaux et écologiques engendrés, la contestation anti-capitaliste reste toujours d'actualité et une nouvelle vague de défiance, rassemblant de plus en plus de citoyens, émerge dans de nombreux pays. Il s'agit ici d'apporter des éléments de réflexions sur comment lutter contre ce système.

En prenant comme date de naissance du capitalisme moderne la première révolution industrielle (certains historiens préfèrent même la situer vers le début de la renaissance), la grande longévité de ce système, qui a traversé de nombreuses crises, de nombreuses guerres (dont deux mondiales) et qui a dû affronter de nombreux adversaires, impressionne.

Son principal point fort pour garantir sa survie est issu de sa grande capacité d'adaptation. En effet, si son principe repose sur une classe de dominants détentrice du capital et une classe de dominés travaillant pour faire fructifier ce capital, il reste faiblement dogmatique, ce qui lui donne cette capacité de réaliser des compromis et de s'adapter en fonction des circonstances. Ainsi, il peut financer des centrales nucléaires comme des éoliennes, vendre des armes à tous les belligérants d'un conflit, proposer des fonds spéculatifs immoraux et des fonds éthiques ou encore donner l'illusion des dominés d'appartenir à la classe dominante en leur donnant des miettes de capital.

Il sait aussi avec brio amadouer les pouvoirs politique, médiatique et religieux afin de garantir sa sécurité et laisser faire des changements de façade, plongeant les populations dans la résignation. Il sait même être patient et faire le dos rond en période de disette (comme pendant la guerre froide où les hauts revenus étaient taxés à plus de 80 % aux États-Unis, en France et au Royaume-Uni), en attendant des jours meilleurs une fois les adversaires vaincus (ultra-libéralisme subi par les pays de l'Europe de l'Est après la chute du mur). Il sait aussi parfaitement se servir des faiblesses humaines (cupidité, narcissisme, jalousie, soif de pouvoir) pour atteindre ses objectifs.

Ainsi, depuis plus de trente ans il remporte toute les batailles et se retrouve aujourd'hui extrêmement puissant. Il a façonné la planète à sa façon via un dumping social généralisé, la mise en place de la libre circulation des capitaux et des marchandises, et en étendant considérablement son pouvoir d'influence sur les États.

Devant ce constat, comment faudrait-il s'organiser pour combattre ce système ?

Comme depuis deux cents ans il a mis en défaut tous ses adversaires, y compris ceux qui éthiquement et moralement se pensaient sûrs de leur victoire, la première qualité nécessaire pour combattre le capitalisme est l'humilité. Il faut bien avoir conscience que le combat est assez inégal, car pour l'emporter il faut arriver à surprendre un adversaire qui est toujours en mouvement.

De plus, étant donné la puissance actuelle du capitalisme, il semble peu probable qu'une seule personne puisse incarner le combat contre ce système (comme pour l'élection présidentielle), car il est extrêmement facile pour les capitalistes de discréditer un citoyen (pression sur l'entourage, attaques personnelles, harcèlement psychologique, diffamation). Il faut donc au contraire une multitude de portes paroles, qui pourraient ainsi limiter leur exposition médiatique au niveau national, tout en effectuant un travail de terrain continu pour gagner la bataille culturelle. Dans cette optique, la diversité de la gauche n'est pas forcément un obstacle, sous réserve que les messages portés par les différentes composantes restent assez homogènes, sans guerres intestines, et que le rassemblement devienne une réalité pour tous les scrutins électoraux et les différentes

manifestations.

Une fois mieux organisé, comment combattre idéologiquement le capitalisme ?

Il s'agit de jouer sur nos points forts, à savoir la Raison et le nombre.

Le premier préalable pour combattre ce système consiste à prendre conscience de sa nature, afin de sortir du TINA (There Is No Alternative). Il s'agit d'expliquer aux citoyens que les nombreuses difficultés économiques qu'ils rencontrent ne sont pas dues à des lois physiques intangibles, mais à la mise en place délibérée d'un système de domination violent.

Ensuite, un autre angle d'attaque doit être la défense de la démocratie. En effet, le régime naturel du capitalisme, celui vers lequel il tend quand il n'a plus d'opposition, est un régime antidémocratique où le pouvoir politique, corrompu par les capitalistes, contrôle la population, met hors d'état de nuire les opposants du système (physiquement ou psychologiquement) et sous-traite le social aux religions. Il s'agit donc de se battre pour enrayer la main-mise des oligarques sur les médias, défendre les journalistes, en particulier ceux qui sont menacés et intimidés, défendre la liberté d'expression, le pluralisme, les droits sociaux, l'éducation, la diffusion des connaissances et la démarche scientifique.

Ensuite, il faut s'attaquer aux organes vitaux de ce système, en particulier l'accumulation du capital (le cœur), les dividendes (le sang), la dette (le kérosène) et le dumping social (l'oxygène).

L'accumulation du capital permet l'émergence des oligarques qui vont ronger petit à petit la démocratie, notamment via le contrôle des médias et les pressions sur les politiques. Pour lutter contre cette dérive, il faudrait plafonner le patrimoine, par exemple à trois cent ans de SMIC par personne. Il faudra aussi certainement dégonfler la bulle immobilière qui renforce la cassure entre ceux qui détiennent du patrimoine et les autres.

Le combat contre le pouvoir des actionnaires peut se dérouler sur plusieurs fronts. D'une part, il s'agirait de réduire le versement des dividendes, par exemple en les plafonnant à 30 % des bénéficiaires ou en les interdisant en cas de surendettement de l'entreprise. D'autre part, il faudrait favoriser l'économie libérée des actionnaires, comme les entreprises publiques, les coopératives et l'économie sociale et solidaire.

Il faudrait aussi s'attaquer à la dette qui est le kérosène du capitalisme. En effet, sans endettement, le système se retrouverait asphyxié. La dette publique permet aux capitalistes de bénéficier d'un revenu sûr, aux dépens des contribuables (la charge de la dette représente plus de 40 milliards d'Euro en France en 2018, malgré des taux d'intérêts extrêmement bas) et en empruntant sur les marchés, les États deviennent dépendant et sous-tutelle du capital. Ainsi, il faudrait promouvoir la bonne gestion des finances publiques, mais sans dogmatisme, pour se laisser la possibilité de réaliser des politiques contra-cyclique en cas de besoin. Cette politique, qui évacue la chimère de l'argent sans limite, permet de se poser la question de la répartition et de la nécessité de l'impôt. Elle augmente aussi la crédibilité d'une alternative au système actuel. Elle n'est pas contradictoire avec ce qui se déroule sur les territoires, où de nombreuses collectivités tenues par la gauche se trouvent dans des situations financières saines. Par ailleurs, il faudra aussi veiller à limiter l'endettement des citoyens et des différents acteurs économiques.

Enfin, il faut absolument combattre le dumping social en remettant la primauté des accords de branche, en poussant pour une harmonisation sociale par le haut en Europe et en proposant la mise en place de taxes sur les importations extra-européennes en fonction de critères sociaux et environnementaux.

Autre angle d'attaque, il faut esquisser un nouveau système sans chômage et sans précarité. Ces deux mécanismes sont intrinsèquement liés au capitalisme, et ont pour mission d'organiser la rareté du travail et du travail descend, le but étant de mettre en concurrence les citoyens afin de

limiter l'inflation des salaires. Il s'agit donc d'expliquer, que dans un système capitaliste, il faut toujours de 10 à 20 % de chômeurs ou de travailleurs pauvres. Or, en sortant de ce système, il serait possible de trouver des solutions alternatives, pour casser le lien entre chômage et inflation, et pour sortir de la spirale du dumping social.

Il faudrait aussi renforcer et structurer la gestion des communs, qui sont frontalement en opposition avec le fonctionnement capitaliste. Ce combat doit être mené sur deux fronts. D'une part, il s'agit de renforcer les services publics (renforcement des moyens pour garantir des services de qualité sur tous le territoire), et d'autre part, en proposant l'abolition des brevets pour enrayer la confiscation des connaissances par le capital.

Enfin, il faut bien sûr attaquer ce système sur le plan moral. Dans un système capitaliste, les citoyens ne sont plus que des individus indépendants, uniquement guidés par la recherche de leur intérêt personnel : l'« *homo œconomicus* ». En attisant les braises des passions de l'immatrité (cupidité, narcissisme, égoïsme, jalousie, quête de pouvoir, mépris des faibles), le capitalisme crée des individus « *broyés* » pour les perdants et des adultes « *enfants gâtés* » pour les gagnants. L'incapacité du capitalisme, étant donné sa finalité, à agir avec Raison, le rend inapte à résoudre les défis collectifs et à créer du lien social. Quand on connaît la richesse des différentes pensées philosophiques que les humains ont produit depuis des millénaires, ou encore les capacités de solidarité, d'organisation, de résistance et d'entraide que les peuples ont montré, on ne peut être qu'affligé qu'un système aussi mièvre et violent puisse encore subsister.

Ces capitalistes arrogants avec une maturité infantine, illustrés par le président français, pourraient être qualifié de « *cunarim* » : cupide, narcissique, immature. Ainsi, pour combattre le vide moral du capitalisme, il s'agirait de dénoncer les « *cunarims* » et de promouvoir des valeurs plus nobles permettant un « *vivre ensemble* » apaisé, où chacun puisse s'épanouir tout en bénéficiant d'un confort matériel suffisant.

Même si le capitalisme demeure extrêmement puissant, plusieurs points de fragilité restent accessibles. En sortant progressivement les citoyens de son cadre de pensée, qui limite la capacité à concevoir des alternatives, la construction d'un monde plus juste, plus démocratique, plus solidaire et plus écologique deviendra possible.